

Restauration Collective & Coopératives agricoles : liens existants, modes d'approvisionnement et perspectives d'évolution

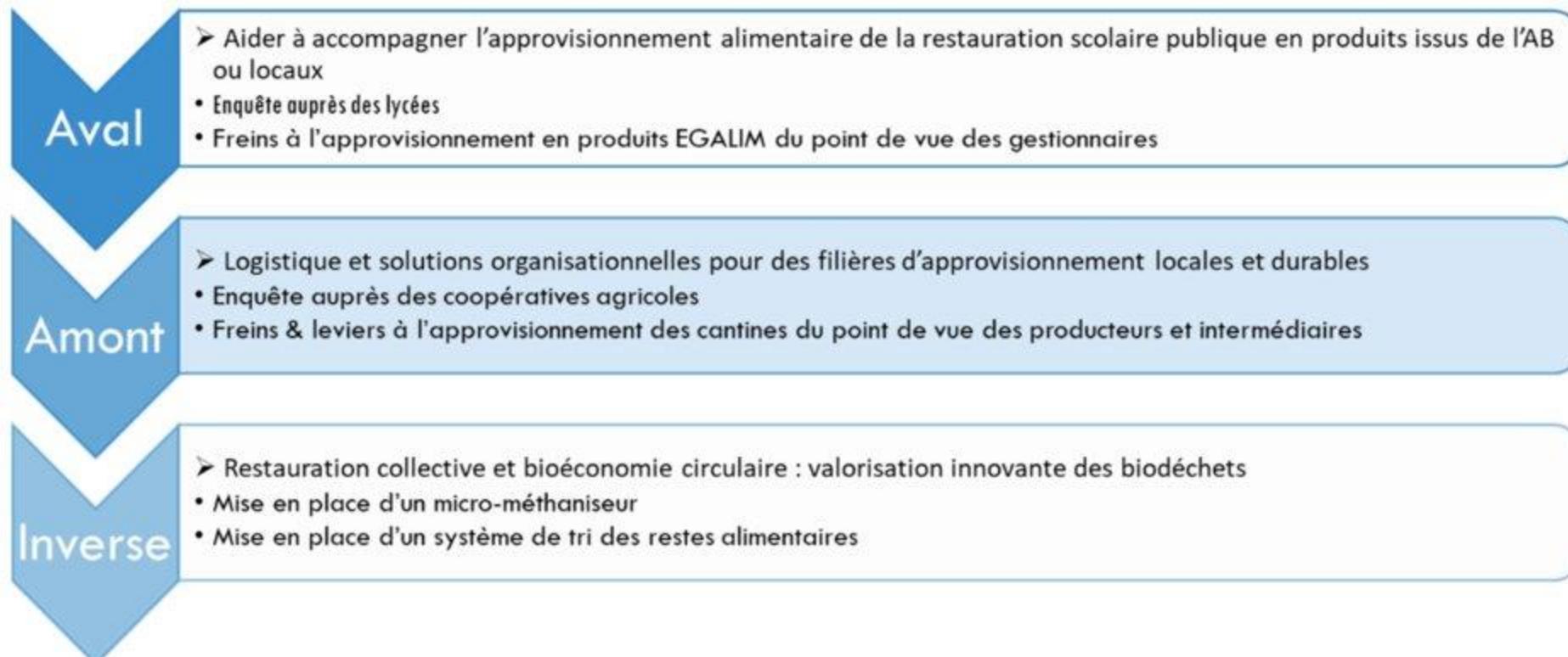
Maryline Filippi – Gwenaelle Raton – Frédérique Reinbold

Plan

- Intro :
 - Contexte de l'étude
 - Problématique & hypothèses
- Méthode
 - Entretiens
 - Atelier
- Résultats
 - Volonté existante pour la RC
 - Stratégies de relocalisation
 - Freins → modes d'organisation → invisibilisation ?
 - Recommandations exprimées
- Conclusion



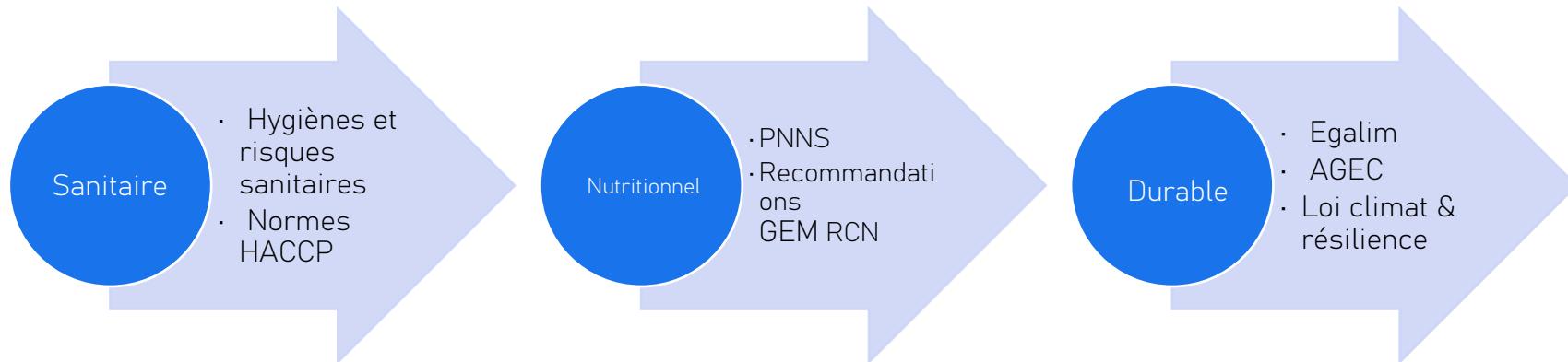
Filières d'approvisionnement alimentaire durable en RC



Contexte

Qu'est ce qu'une alimentation durable
et le rôle de la restauration collective ?

Enjeux de la Restauration Collective



& le gaspillage, les contenants réutilisables....

- En IDF : 27 millions de repas sont servis / an, dans les 463 lycées publics
- Une place importante de la restauration collective publique en IDF dans la demande alimentaire régionale :
 - Budget annuel de 80 millions d'euros
 - La commande publique se présente comme un levier pour l'essor de systèmes alimentaires
- Quels freins à l'approvisionnement en produits « durables » au sein des lycées?
- Quels potentiels d'approvisionnement de la RC par les acteurs de la massification comme les coopératives ?

Les acteurs de la RC

- **Les acheteurs**
 - Collectivité territoriale : différents échelons pour chaque niveau scolaire & différents PAT, plans d'action ...
 - Indépendance des établissements
 - Des acheteurs gestionnaires ou cuisiniers avec beaucoup de contraintes
- **Les distributeurs**
 - Producteurs en direct
 - Plateformes de regroupement de l'offre avec ou sans service logistique
 - Grossistes
 - Sociétés de restauration collective
- **Les producteurs**
 - Indépendants
 - Coopératives agricoles
 - SCIC



Source : Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt « Favoriser l'approvisionnement local de qualité en restauration collective » - Oct.2014

Les contraintes de la commande publique

- Le cadre de la commande publique
- Ecriture des marchés publics :
 - Allotissements
 - Critères de choix

face à une demande politique pour des produits locaux ?

- La provenance des produits ne peut pas être un critère dans les MP !
 - Circuits-courts
 - Activités à la ferme
 - Point de collecte

Produits locaux : une volonté politique sans cadre

- Quelle définition du local ?
- Les circuits-courts sont-ils locaux ?
- Le produits locaux sont-ils meilleurs ?
- Quelle place dans les marchés publics ?
- Logistiquement possible ?

Contexte francilien

- Production
 - 86% spécialisé en grandes cultures
 - Diversification des productions en hausse 24% des fermes
 - Exploitations maraîchères ont doublé en 10 ans
 - Mais la production locale pourrait théoriquement couvrir 12% de la demande régionale
 - Le bassin d'approvisionnement : +/- 200 km
- Restauration collective
 - 27 millions de repas (476 lycées)
 - En zone urbaine et rurale!
 - Principalement en régie directe
 - Centrale d'achat, marché public par la Région (en cours de renouvellement)
 - Mais problèmes de remontée d'information (Easilys, Macantine)
 - Qui achète quoi à qui ?

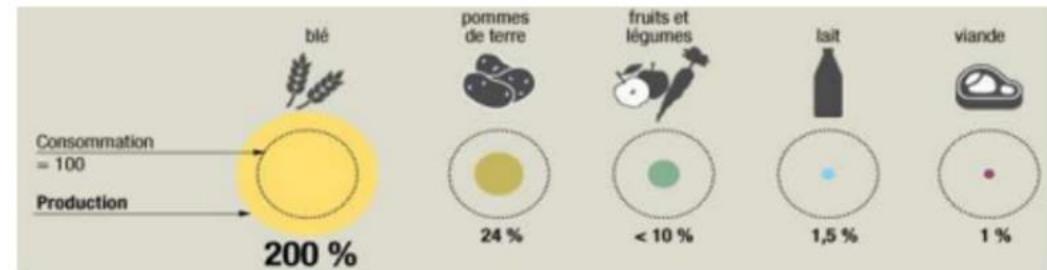
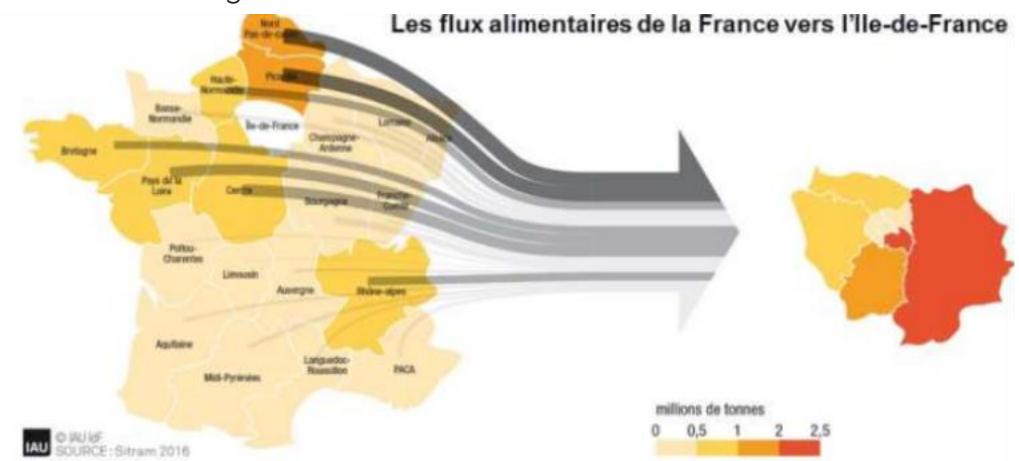


Figure 30 : Comparaison entre production et consommation pour les aliments emblématiques
- Source : Institut Paris Région, 2015

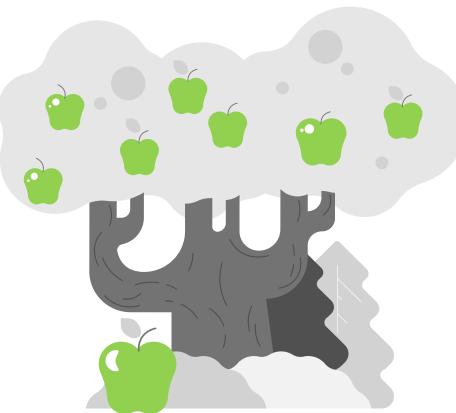


Constats : rencontre de l'offre & de la demande ?

- **Demande – Restauration collective :**
 - N'atteint pas ses objectifs égalim ou plans alimentaires locaux
 - Méconnaissance de l'offre
 - Contrainte budgétaire
 - Contraintes d'équipement des cuisines ou de formation
 - Besoin de commander et réceptionner les commandes (simple)
 - Contraintes sanitaires et nutritionnelles
- **Offre – Producteurs & distributeurs**
 - A besoin d'engagements en volumes pour diversifier/convertir ses cultures
 - Accès aux marchés publics
 - Saisonnalité du débouché
 - Moyens logistiques

Problématique & hypothèses

- Les coopératives jouent-elle ou peuvent-elles jouer un rôle dans l'approvisionnement alimentaire durable de la restauration collective francilienne ?
- Quels sont les modes d'approvisionnement actuels ou à envisager ?
- Quels intérêts mutuels des collectivités, cantines et coopératives agricoles pour la création de relations commerciales durables ?
- Quel est le rôle des coopératives agricoles dans la structuration de filières locales durables ?



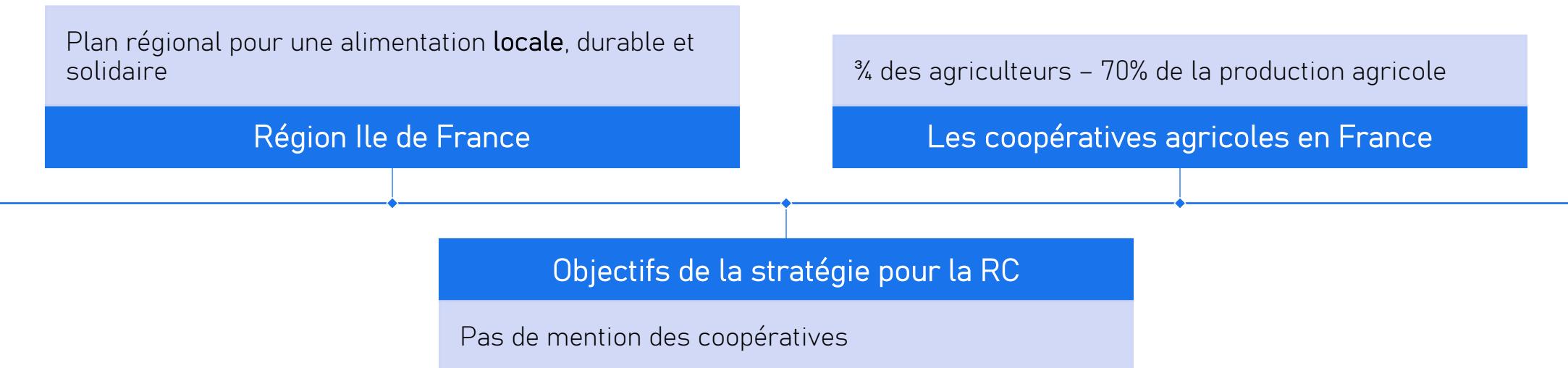
Problématique

- Les coopératives jouent-elle ou peuvent-elles jouer un rôle dans l'approvisionnement alimentaire durable de la restauration collective francilienne ?
- Quels sont les modes d'approvisionnement actuels ou à envisager ?
- Quels intérêts mutuels des collectivités, cantines et coopératives agricoles pour la création de relations commerciales durables ?
- Quel est le rôle des coopératives agricoles dans la structuration de filières locales durables ?

Hypothèses

- Les coopératives agricoles, comme acteurs collectifs premiers, sont des acteurs de structuration de l'approvisionnement local de la RC :
 - de par leur mission de service économique à leurs adhérents,
 - de par leur ancrage territorial
 - et leur rôle dans la transformation et la logistique.
- Elles pourraient ou devraient jouer un rôle clé dans l'intermédiation entre amont agricole et demande publique.

Paradoxe : une invisibilité des coopératives dans les approvisionnements en RC ?



Et un modèle coopératif plébiscité avec une demande de regroupement de l'offre

Méthode



Enquête exploratoire pour comprendre les dynamiques de l'offre

- Enquête documentaire : stratégies publiques, rapports d'activité, littérature académique
- Entretiens exploratoires avec la Région Ile-de-France, La Coopération Agricole, la Fédération nationale des CUMA, la Chambre régionale d'agriculture ;
- Entretiens approfondis sur des expériences existantes ou non en RC avec :
 - Des coopératives agricoles
 - Des SCIC
 - Des sociétés de restauration collective
 - Des grossistes
 - Et une société publique locale

Enquête – guide d'entretiens

- 3 questionnaires différents, grandes parties
 - Stratégie commerciale et intérêt pour la RC
 - Organisation logistiques
 - Freins, difficultés de ce marché
- Analyse : les freins, les relations, la perception du débouché
 - D'abord 3 groupes abordés (actif, non-actif, distributeur)
 - Dont résultent 3 groupes par mode d'organisation
- Entretiens complémentaires en logistique (à faire)
 - Organisation du transport
 - Coûts
 - Stratégie

Organisme	Personne interrogée	Grille d'entretien	Org. logistique
SCIC, multiproduits, bio, échelle régionale	Animateur réseau des producteurs et planification	A, actif en RC	Intégrée, directe
Coopérative céréalier, échelle régionale	Responsable distribution	A	Mise à disposition, filiale
SCIC, multiproduits, échelle nationale	Directrice	A	Intégrée, directe
Filiale Foodservice, Coopérative multiproduits, échelle nationale	Responsable grands comptes	A	Déléguee, indirecte
Filiale transformation Coopérative multiproduits, échelle nationale	Directeur commercial	A	Déléguee, indirecte
SCIC, plateforme logistique régionale	Directrice	A	Déléguee, directe
Coopérative laitière, nationale	Directeur et responsable RSE	A	Intégrée, directe
Coopérative aquaculture, nationale	Responsable RHF	B, non active mais intéressée	n/a
Union de coopérative bio, céréalier, régionale	Commerciale	B, non active mais intéressée	n/a
Union de coopérative céréalier, régionale	Directeur des affaires publiques et stratégiques	B, non active mais intéressée	n/a
Coopérative céréalier régionale	Responsable RSE	B, non active en RC et pas intéressée	n/a
CUMA bio	Ancien président et fondateur	A, actif en RC – mais action terminée	Déléguee, indirect
Grossiste national	Directeur général	C	Intégrée, intermédiaire
Grossiste national	Directrice stratégique	C	Intégrée, intermédiaire
Grossiste spécialisé bio, régional	Directeur	C	Intégrée, intermédiaire
Société de restauration collective nationale	Référente territoires et PAT	C	Déléguee, tripartite
Société de restauration collective nationale	Responsable des achats	C	Déléguee, tripartite

Ateliers freins & recommandations

- Objectif : revenir sur les freins rencontrés par groupe d'acteurs (producteurs, distributeurs, acheteurs)
 - Construire des recommandations en groupes hétérogènes :
 - (produits, logistique, relations)
-
- *Comment sécuriser les efforts de diversification, de labellisation et d'investissement des producteurs ?*
 - *Comment réduire l'incertitude liée à la fréquence, aux volumes et aux points de livraison des commandes ?*
 - *Comment instaurer davantage de dialogue, de transparence et de circulation d'information entre producteurs, distributeurs et acheteurs publics ?*

Résultats

- Volonté existante pour la RC
- Stratégies de relocalisation
- Freins → modes d'organisation → invisibilisation ?
 - Le manque de prévisibilité : géographique, temporel, rythme
- Recommandations exprimées



Les coopératives sont des acteurs effectifs de la RC :

"En RC on est très présents"

"Pour nous, c'est important, c'est un vrai débouché."

➤ Débouché porteur de sens

- Dimension symbolique : « nourrir les enfants du territoire »
- Opportunité de sensibiliser les futurs consommateurs

"C'est gratifiant de savoir, qu'en fait, ce que vous produisez, c'est consommé par des enfants qui sont pas très loin de chez vous."

"Pour l'image, pour le service, pour le lien qu'on peut avoir avec le producteur, la genèse un peu de la coopérative de l'agriculteur qui produit pour nourrir, tout ça, ça a du sens."

➤ Débouché stratégique

- Sécurisation de volumes produits
- Valorisation et rentabilisation des outils industriels et sécurisation de la diversification des productions

"Parce que c'était un secteur d'activité qui était intéressant pour faire du volume, donc c'est un débouché intéressant pour nos agriculteurs"

Des stratégies de relocalisation mises en œuvre par les acteurs du commerce de gros

- **Déconcentration des équipes**
 - déconcentration des équipes achats des grossistes et SRC afin d'intégrer des produits « locaux » dans leur offre.
- **Mise en œuvre de formes de proximités relationnelles**
 - mise en place, au sein des coopératives et intermédiaires, de services commerciaux dédiés à l'établissement de nouveaux contacts avec les acheteurs publics, notamment les collectivités locales.
- **Mise en œuvre de proximités institutionnelles**
 - diversification, labellisation (bio, HVE, chartes qualité) ou projets locaux (marque, PAT).

Freins persistants

- Entre marchés publics et indépendance des achats :
- Imprévisibilité :
 - En quantités
 - Temporelle
 - Géographique

Trois modes d'organisation se révèlent face aux freins

➤ Indirect (coopératives → grossistes / SRC → RC)

- Massification et sécurisation des débouchés
- Filiales "foodservice"
- Logistique déléguée mais invisibilité des producteurs

"On n'est pas calibrés pour faire 1200 commandes de 50 kg. Nous de notre côté c'est pas possible c'est pour ça qu'on s'est dit : il faut absolument des grossistes."

➤ Direct (plateformes SCIC → RC)

- Gouvernance partagée, mutualisation logistique
- Amélioration des difficultés de prévisibilité
- Equilibre économique instable

"On a été sollicité par des producteurs. On voyait bien la difficulté de venir livrer le petit colis sur différents points de vente. Donc, on s'est dit qu'il fallait essayer de trouver une solution pour pouvoir organiser et massifier ces livraisons et les rendre plus simples pour eux."

➤ Intégré (Coopérative → RC)

- Stratégie forte
- Mise en commun

Approv'Halles, un cas particulier

- Plateforme logistique en SPL (Département Seine et Marne + Région IDF)
- Collecte, réception, stockage, transformation
- Passe ses marchés publics (objectifs = fournisseurs locaux)
- Collèges et lycées du secteur ont l'obligation de faire leurs achats sur AH
 - Commande 1 mois à l'avance
 - Centralisées par des agents de la Région
- Centralisation des livraisons → simplification logistique : devrait lever les freins de prévisibilité des commandes et des points de livraison
 - Mais mêmes limites que les grossistes :
 - Imprévisibilité de la demande (subie)
 - Pression sur les approvisionnements parfois hors local

Recommandations exprimées

- Mutualisation de la demande
- Centralisation de l'information (du côté de l'offre & de la demande)
- Travail sur les marchés publics : définition "local", allotissement
- Travail sur les coûts (connaissance et pédagogie)
- Souplesse dans les menus et les commandes face aux aléas de production

Conclusion



Conclusion :

La relocalisation, un objectif partagé, mais un paradoxe à résoudre

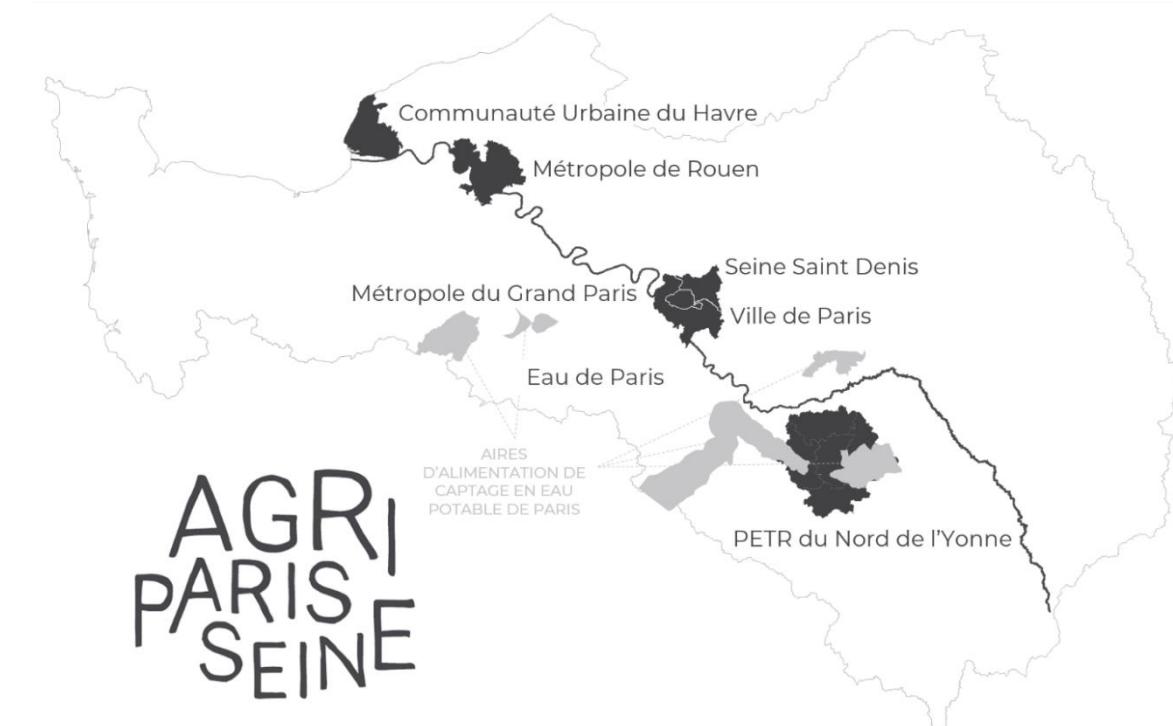
- Un **intérêt certain des coopératives** pour la RC, encourageant la **diversification** des cultures
 - et réciproquement, une **demande de la RC pour assurer la massification** des approvisionnements.
- Des coopératives parfois **invisibilisées** par les modèles d'organisation
 - Logistique mutualisée ou externalisée
 - Filiales
- De plus, des coopératives intéressées pas encore actives en RC
 - Des freins bloquants similaires
 - Prévisibilité & logistique
- **Méconnaissance** des acteurs et des besoins réciproques
 - Créer des espaces de co-construction pour construire une stratégie d'approvisionnement

Perspectives

- Entretiens complémentaires et approfondissement sur la logistique
- Analyse par l'approche des proximités
- Atelier pour passer des recommandations à une feuille de route

Bonus : un sujet qui peut vous intéresser

- AgriParisSeine – démonstrateur Seine nourricière
- Expérimentation de logistique en circuit-court, dernier km
- Transport fluvial



Contacts

- Maryline Filippi – INRAE maryline.filippi@agroparistech.fr
- Gwenaelle Raton – SPLOTT, UGE gwenaelle.raton@univ-eiffel.fr
- Frédérique Reinbold – INRAE & SPLOTT frederique.reinbold@univ-eiffel.fr

Merci!